



CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Agence Française de Développement
5, rue Roland Barthes
75598 Paris Cedex 12 - RCS PARIS B 775 665 599
Téléphone : + 33 (0)1 53 44 31 31

Concernant la prestation

Contrat-cadre à bon de commande

**« Pré-diagnostic urbain et appui à la préparation de
projets »**

**dans le cadre de la facilité de préparation
« Convention des Maires d'Afrique sub-saharienne » – COM SSA*
– phase 4**

*"Covenant of Mayors sub-saharan Africa" en anglais

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Présentation de l'AFD	3
ARTICLE 2.	Présentation du Service Prescripteur	3
ARTICLE 3.	Contexte et objectifs de la mission	4
3.1	Contexte de la mission	4
3.2	Objectifs de la mission	5
ARTICLE 4.	Objet du marché	5
ARTICLE 5.	Prestation attendue dans le cadre de la présente consultation	6
5.1	Détail de la prestation attendue	6
5.2	Modalités et exigences particulières de réalisation	7
5.3	Conditions de livraison/d'exécution et interlocuteurs	7
5.4	Méthodologie attendue	7
5.5	Durée estimée de la prestation, étapes intermédiaires, délais d'intervention, livrables attendus.	7
5.6	Compétences attendues du Prestataire	8
ARTICLE 6.	Validation des livrables par l'AFD	10
6.1	Processus de validation des livrables	10
6.2	Critères de validation des livrables	10
ARTICLE 7.	Contraintes imposées par l'AFD	10
ARTICLE 8.	Moyens logistiques	10
ARTICLE 9.	Planning prévisionnel de la prestation	10
Annexes	12

ARTICLE 1. Présentation de l'AFD

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

Sa filiale **Proparco** (www.proparco.fr) soutient les investissements privés. Dédiée à mobilisation de l'expertise publique française, **Expertise France** (www.expertisefrance.fr) a rejoint le groupe AFD en 2022.

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Elle assure la gestion du **Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)**, qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : www.afd.fr.

ARTICLE 2. Présentation du Service Prescripteur

Au sein du Département Solutions de Développement (SDD) de l'AFD, la division Développement Urbain, Aménagement et Logement (VIL), service prescripteur de la présente consultation, met en œuvre la stratégie Villes durables de l'AFD dans ses géographies d'intervention.

Dans une perspective globale d'accompagner la transition territoriale et écologique des pays partenaires, la feuille de route Villes durables de la division VIL de l'AFD, mise à jour en 2024, repose sur la finalité d'améliorer la qualité de vie des habitants et des usagers des villes. Les opérations de la division VIL concourent à la réalisation de 3 objectifs transversaux et 7 objectifs sectoriels.

Objectifs transversaux :

- Accompagner la transition climatique et soutenir la biodiversité en ville ;
- Réduire les inégalités territoriales, sociales et de genre ;
- Renforcer les acteurs et institutions, et encourager les processus de participation dans la fabrique de la ville.

Objectifs sectoriels :

- Réduire l'impact environnemental et sanitaire des déchets solides produits en ville ;
- Développer l'accès au logement et améliorer les conditions d'habitation ;
- Accompagner la préservation du patrimoine et des industries culturelles et créatives ;
- Renforcer la résilience, prévenir et adapter les villes aux risques de catastrophes naturelles ;
- Encourager l'amélioration et l'intégration des quartiers précaires ;

- Accompagner le développement d'équipements et l'aménagement des villes ;
- Soutenir financièrement l'investissement du secteur public local ;
- Renforcer les acteurs locaux en charge de la ville en soutenant les programmes d'investissement des collectivités et les processus de décentralisation.

ARTICLE 3. Contexte et objectifs de la mission

3.1 Contexte de la mission

3.1.1 Le programme d'appui de l'AFD aux villes africaines

Lors de l'Accord de Paris (COP21 en 2015), l'AFD s'est engagée à soutenir « 100 villes/100 projets pour le climat ». Pour l'Afrique sub-saharienne, cet engagement s'est concrétisé, depuis lors, par la mobilisation de cofinancements pour la préparation de projets via les initiatives « *Convention des Maires d'Afrique subsaharienne* » (COM SSA)¹ lancée par l'UE et « *Cities and Climate in Africa* » (CICLIA) lancée par l'AFD. Elles permettent toutes deux d'appuyer les autorités locales africaines à concevoir des programmes d'actions ainsi qu'à préparer des projets d'investissement local répondant spécifiquement aux enjeux de transition urbaine africaine (accès à une énergie abordable, fiable et durable, sobriété carbone, adaptation au changement climatique, gestion des risques de catastrophe naturelle, inclusion sociale, renforcement des capacités locales).

A elles deux, COM SSA et CICLIA forment ainsi, de facto, le programme d'appui de l'AFD aux villes d'Afrique sub-saharienne pour la transition et la résilience climatique. Celui-ci se décline en différentes facilités (en fonction des phases et des co-financeurs) pour un montant consolidé, à date, de plus de 22 millions d'euros sous maîtrise d'ouvrage directe de l'AFD (COM SSA phase 3, CICLIA phases 1 et 2). Ce programme d'appui se décline à l'échelle du Groupe AFD car Expertise France est également agence de mise en œuvre de l'UE pour COM SSA phase 3 (à hauteur de 4,7 M€ supplémentaires).

3.1.2 Le programme COM SSA phase 4

En juin 2024, l'UE a renouvelé son soutien à l'initiative Convention des Maires d'Afrique sub-saharienne - COM SSA, dans le cadre d'une phase 4 qui s'inscrit dans sa stratégie en Afrique sub-saharienne (MIP 2021-2027), particulièrement sur les objectifs qui suivent :

- L'objectif spécifique 1 « *Renforcer la résilience climatique au niveau du continent et soutenir l'action climatique de l'Afrique en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris* ».
- Résultat 1.1: « *Des cadres de politique publique, des stratégies et des systèmes africains plus efficaces visant la réduction des émissions de GES et l'amélioration de la résilience au changement climatique* ».

Le programme COM SSA vise plus spécifiquement 3 objectifs principaux (cf. Action Document de l'UE):

1. Soutien aux capacités des villes à planifier, mettre en œuvre et suivre des plans d'actions climat
2. Accélérer les investissements climat dans les villes ;
3. Renforcer les échanges entre pairs et le plaidoyer.

¹ L'initiative CoM SSA regroupait, en janvier 2023, 329 villes signataires issues de plus de 35 pays d'Afrique sub-saharienne (<http://comssa.org/join-the-com-ssa/#countries>). Les orientations stratégiques et politiques de l'initiative sont données par un Comité Consultatif (Advisory Board) présidé par le directeur général de DEVCO (UE) et composé de représentants de la Commission de l'Union Africaine, du Centre commun de recherche (CCR, Joint Research Centre en anglais) de l'Union Européenne, de CGLU, de UN-Habitat, de Platforma, de SE4ALL et de Global Covenant of Mayors (GCOM).

La phase 4 du programme « Convention des Maires d'Afrique Subsaharienne » est d'un montant de 8 M€ octroyé au Groupe AFD, dont 4 M€ pour l'AFD et 4 M€ pour Expertise France, financé par l'Union Européenne.

L'enveloppe de 4 M€ gérée par l'AFD vise spécifiquement à financer des prestations/études/assurances techniques permettant de préparer des programmes/projets urbains à forts co-bénéfices climat (atténuation des GES, adaptation au changement climatique). Les investissements et activités conçus sous financement CoMSSA ont ensuite vocation à être financés par l'AFD (effet levier) et autres co-financeurs (dont potentiellement l'UE/INTPA, notamment dans le cadre de ses priorités stratégiques Global Gateway et Green Deal).

Pour gérer cette enveloppe en maîtrise d'ouvrage directe (MOAD), l'AFD met en place une Unité de Gestion de Projet - UGP légère exerçant une prestation d'appui à la mise en œuvre du programme d'activités de la phase 4 du programme COM SSA.

En complément de l'UGP elle-même, et dans la perspective de préparer ou d'accompagner les prestations/études/assurances techniques financées via COM SSA, l'AFD aura recours à l'appui de consultants court terme au sein de BET présélectionnés. Ces prestations de « pré-diagnostic urbain » d'une part et « d'appui à la préparation de projets » d'autre part des BET seront mobilisés à travers un accord-cadre. C'est l'objet du présent cahier des charges.

3.2 Objectifs de la mission

Il s'agit d'un contrat-cadre pour la fourniture d'expertises court-termes (expertise présélectionnée au sein de bureaux d'études, mobilisables sur bons de commande). Ce contrat-cadre n'existait pas en phase 3 de COM SSA, il s'agit d'une nouvelle modalité dont souhaite se doter l'AFD pour la phase 4.

Deux types de prestations distinctes seront à fournir dans ce contrat :

- Type 1 : Pré-diagnostic urbain (ou diagnostic « flash ») dans les villes africaines ;
- Type 2 : Appui technique et méthodologique à l'équipe-projet de l'AFD sur des expertises ciblées.

ARTICLE 4. Objet du marché

L'AFD recherche l'appui de bureaux d'études pour la fourniture de deux types de prestations, qui répondent à un besoin d'appui en expertise de ses équipes-projet.

Il s'agit :

- Type 1 : d'une part, d'appuyer l'AFD à identifier et cadrer des interventions pertinentes d'aménagement urbain, à fort enjeux, dans les villes capitales et intermédiaires africaines (pré-diagnostic urbain de quartiers/villes), dont la préparation pourrait, par la suite, être financée dans le cadre d'études plus étoffées via COM SSA (ou autres) ;
- Type 2 : d'autre part, si et quand ces interventions sont déjà identifiées par l'AFD, d'appuyer les équipes-projet de l'AFD à définir et piloter les études de préparation de ces opérations urbaines (appui technique et méthodologique sur des expertises ciblées) financées via COM SSA (ou autres).

Il est attendu du prestataire, une mobilisation rapide sur l'une ou l'autre des prestations types (ou les deux), selon la demande de l'UGP COM SSA, et devra intervenir de manière très opérationnelle afin de pouvoir guider les appuis futurs ou en cours de COM SSA dans les villes africaines cibles.

Ce contrat-cadre, et plus spécifiquement les prestations à bons de commande en découlant, sera gérée par le/la coordonnateur/trice de l'UGP, sous la supervision de la division VIL de l'AFD.

Les modalités de mobilisation des attributaires (dite « en cascade ») ainsi que la modalité des bons de commande sont décrites dans le Règlement de Consultation (RC)

ARTICLE 5. Prestation attendue dans le cadre de la présente consultation

5.1 Détail de la prestation attendue

Les prestations attendues répondent à un besoin d'appui des équipes-projet de l'AFD amenées à utiliser la facilité COM SSA pour l'identification (type 1) et la préparation (type 2) d'opérations urbaines structurantes dans les villes africaines, sur la thématique « ville et climat » (décarbonation/résilience).

De l'ordre de 7 prestations parmi ces deux types sont envisagées en tout pour ce contrat-cadre. Ce contrat-cadre pourrait être renouvelé par la suite.

L'objet de la prestation est de proposer **deux types de prestations distinctes** :

- **Type 1 : « Pré-diagnostic urbain »** concret, rapide et synthétique permettant
 - d'avoir rapidement une vision d'ensemble des problématiques et enjeux de la/du (ou des) quartiers / ville(s) africaines considérée(s) et
 - de proposer des pistes d'orientations stratégiques et d'interventions opérationnelles à l'AFD pour appuyer ces villes/prospects (dans le cadre et en conformité avec le mandat du programme COM SSA de l'UE et du mandat de l'AFD)

Cette prestation nécessitera au moins un déplacement du consultant sur place, d'une durée de 7 à 14 jours en fonction du contexte local, et pourra être composée de plusieurs éléments, à proposer à l'AFD et à ajuster également en fonction du contexte :

- Revue documentaire, récupération d'études et de données ;
- Entretiens avec les acteurs locaux concernés : agence AFD, ambassade, services de la ville, services déconcentrés des ministères, entités publiques ou parapubliques opératrices d'aménagement urbain, acteurs du secteur privé, associations et ONG impliquées dans des projets en lien avec la thématique, banques de développement, autres bailleurs, etc. ;
- Visites de sites à enjeux.
- Travail analytique.

Cette prestation donnera lieu à la rédaction d'un rapport concret et synthétique qui, en plus d'une partie diagnostic, proposera les orientations stratégiques et les interventions opérationnelles possibles, à préparer ultérieurement dans le cadre d'un éventuel appui à la préparation de projets via COM SSA. Elle donnera ainsi lieu, en synthèse, à l'établissement d'une note de concept, selon le modèle type de la facilité COM SSA.

- **Type 2 : « Appui technique et méthodologique à l'équipe-projet de l'AFD »**

Les responsables d'équipe projet (REP) de la division technique VIL interviennent en appui aux

agences locales du réseau de l'AFD pour l'identification et l'instruction de financement de l'AFD bénéficiant aux villes africaines. Le/la REP et l'agence locale peuvent nécessiter d'être appuyés par un/des consultant(s) de BET pour les accompagner dans leur dialogue de politique publique ciblé sur le thème d'un aménagement territorial/urbain durable avec une/des ville(s) africaine(s).

Cette prestation type 2 pourra être composée de l'un, de deux ou des trois éléments suivants :

Majoritairement :

- contribuer à établir (1^{er} jet) ou à relire certaines parties pertinentes des termes de référence/du cahier des charges d'un marché dont l'appel d'offres doit être lancé.
- contrôler (sur table) la qualité d'une prestation en exécution par un bureau d'études techniques maître d'œuvre aux différentes étapes de livraison des rapports d'avancement.
- accompagner l'équipe-projet dans une/des mission(s) préalable(s) et/ou de supervision/suivi (sur le terrain, dans la ou les villes d'intervention) d'une prestation d'étude et de préparation d'opération urbaine d'un bureau d'études techniques maître d'œuvre. Cet accompagnement de l'AFD visant à renforcer le dialogue politique et technique de l'AFD avec les partenaires locaux (autorités locales, ministères, opérateurs urbains, etc.) sur les thématiques d'expertise ciblées.

5.2 Modalités et exigences particulières de réalisation

Les prestations pourront se dérouler dans différents pays d'intervention de l'AFD (non identifiés à ce stade) en Afrique sub-saharienne.

Outre le français, la pratique courante de l'anglais est indispensable, à l'écrit comme à l'oral, du fait de la langue de communication dans plusieurs pays d'Afrique, notamment de l'Est ou Australe.

Les missions conduiront à la rencontre d'acteurs politiques, techniques et opérationnels (villes, ministères, opérateurs d'aménagement, bailleurs de fonds, ONG, etc.), dans des pays en développement. Une habitude du dialogue de politique publique avec ces acteurs dans ce type de contexte est requise.

5.3 Conditions de livraison/d'exécution et interlocuteurs

La mission sera placée sous la responsabilité de l'UGP de COM SSA phase 4, pilotée par la division VIL de l'AFD (un chef de projet VIL est en supervision/pilotage de cette UGP). Le prestataire devra également être en collaboration étroite avec les Responsables Equipe Projet (divisions techniques de l'AFD), ainsi que les interlocuteurs référents au sein des agences de l'AFD pendant l'exécution de la prestation.

5.4 Méthodologie attendue

Le prestataire proposera une méthodologie type pour chacune des deux catégories de prestations, objets de la présente consultation, avec les CV et références du ou des consultants proposés.

A chaque émission d'un bon de commande, le prestataire proposera d'éventuelles adaptations à cette méthodologie, à travers des notes méthodologiques prenant en compte le contexte de la mission. Ces adaptations devront être validées en accord avec l'AFD.

5.5 Durée estimée de la prestation, étapes intermédiaires, délais d'intervention, livrables attendus.

Le contrat-cadre sera effectif sur 36 mois courant à partir de la date d'attribution.

La durée de chaque prestation-type est estimée à :

- Type 1 : « Diagnostic flash » : prestation sur une période « compacte » de 3 mois environ
 - Phase préparatoire : ajustement de la méthodologie type et identification des thématiques prioritaires d'étude, briefe, analyse documentaire, préparation des termes de référence de la mission sur place, organisation en lien avec l'Agence AFD du pays, etc. : 4 semaines ;
 - Phase opérationnelle : mission sur site, récupération de documents, visites de site, entretiens avec les interlocuteurs locaux, ateliers de travail, etc. : 7 à 14 jours
 - Phase livrable : rendu d'un rapport provisoire synthétique incluant le pré-diagnostic, les orientations stratégiques et propositions d'interventions opérationnelles, débriefing de mission, remise du rapport définitif y compris un projet de concept note (format COM SSA – 8 pages maximum) : 6 semaines
- Type 2 : Appui-équipe-projet AFD « perlé » sur une période de 4-6 mois environ
 - Cadrage : appui à l'établissement (1^{er} jet) ou à la relecture de parties de cahier des charges d'une prestation : 1 semaine
 - Contrôle qualité (complémentaire à celui de l'AFD) : relecture critique des livrables produits par le BET maître d'œuvre, fourniture de commentaires constructifs à l'AFD : 3 à 4 jours pour chaque livrable (2 à 3 livrables en moyenne par prestation) ;
 - Phase mission : préparation de la mission, participation à la mission, remise d'un aide-mémoire de mission provisoire, participation au débriefing de mission, remise d'un aide-mémoire définitif : 3 semaines environ, en tout, par mission.
Note : Le déplacement sur le terrain, d'une durée de 10 jours environ (en amont, chevauchement, ou en aval de celle du REP de l'AFD) consistera en l'appui au REP ou l'agence locale pour porter les thématiques « ville et climat » de leur mission (entretiens, RDV, animation d'ateliers, visites de site, production des compte-rendu d'entretiens, etc.).

5.6 Compétences attendues du Prestataire

Le prestataire affectera du personnel de qualification et d'expérience correspondant aux prestations décrites au présent cahier des charges, de manière à atteindre les résultats qui y sont fixés.

Pour atteindre ces résultats, le Titulaire devra démontrer des compétences et expériences dans les domaines suivants d'expertise :

Pour le type 1, le domaine d'expertise requis est celui de l'aménagement urbain durable, de l'urbanisme opérationnel, des infrastructures urbaines et services essentiels en Afrique, avec une forte expertise sur les problématiques de gestion du risque de catastrophe en milieu urbain, d'adaptation au changement climatique (y compris solutions fondées sur la nature) et de décarbonation des villes.

A noter que les champs d'intervention les plus courants soutenus par COM SSA dans les villes concernent :

- Drainage urbain,
- Gestion des déchets solides
- Aménagement de quartiers (y compris quartiers précaires)
- Transports et mobilité urbaine
- Eau urbaine
- Energie urbaine (bâtiment, éclairage public)

Pour le type 2, Les domaines d'expertise visés, qui devront, eux aussi, s'appliquer au champs de l'aménagement urbain, des infrastructures et services urbains en Afrique, sont plus spécifiquement les suivants :

- gestion du risque de catastrophe en milieu urbain
- évaluation des risques climatiques (Climate Risk Assessment – CRA), leviers d'adaptation et résilience au changement climatique des villes ;
- hydrologie et gestion des inondations en milieu urbain
- écologie urbaine, nature/biodiversité dans les aménagements urbains, trames vertes et bleues, solutions fondées sur la nature en ville
- établissement de bilan GES/carbone, leviers d'atténuation du réchauffement climatique et décarbonation des villes.

Profil-type d'un consultant pour le type 1 et 2 (formation, compétences, posture):

- Niveau master (ou Bac + 5) en adéquation avec le domaine d'expertise requis ;
- Expérience de 5 ans minimum en lien avec les enjeux d'aménagement urbain des villes avec une connaissance spécifique des enjeux de la région ciblée (Afrique sub-saharienne)
- Compétences sectorielles poussées dans le(s) domaine(s) d'expertise spécifié(s) plus haut (au moins 2 références pertinentes au cours des 5 dernières années)
- Expérience en élaboration d'études de faisabilité de projet urbain dans un contexte de changement climatique qui démontrent le retour sur investissement d'un projet proposé pour des intérêts sociaux, environnementaux et économiques (co-bénéfices);
- Expérience en appui auprès de et dialogue institutionnel avec les autorités locales / villes ;
- Connaissance des pratiques des banques de développement comme l'AFD (au moins 2 références pertinentes au cours des 5 dernières années)
- Pratique courante du français et de l'anglais à l'oral comme à l'écrit.
- Capacité d'analyse d'un contexte territorial/urbain spécifique
- Capacité à dialoguer avec des acteurs à un niveau technique, opérationnel mais aussi politique, à mener des entretiens
- Capacité à être force de convictions et de propositions
- Capacité à produire des livrables synthétiques et opérationnels, capacité rédactionnelle.

A noter pour les futurs attributaires :

Par souci d'efficacité et de cohérence de l'implication du titulaire sur des prestations d'expertise de courte durée, les attributaires chercheront à minimiser le nombre de consultants proposés, lors de la

soumission de leur offre en réponse aux bons de commande de l'AFD pour chaque type d'expertise (type 1 ou type 2).

ARTICLE 6. Validation des livrables par l'AFD

6.1 Processus de validation des livrables

A la réception de chaque livrable, l'AFD aura 20 jours ouvrés pour le valider ou pas. Si l'AFD souhaite amender le livrable, elle communiquera au Prestataire ses commentaires sur ces livrables au plus tard 15 jours ouvrés après leur réception. Le Prestataire aura 10 jours ouvrés pour prendre en compte ces commentaires et proposer une nouvelle version du livrable. Ce processus pourra être renouvelé tant que l'AFD ne sera pas satisfaite du livrable. Le livrable sera validé sur décision de l'AFD.

6.2 Critères de validation des livrables

Les livrables demandés, comme les prestations de manière générale, devront être particulièrement opérationnels et viser une mise en œuvre effective. Ils devront ainsi être clairs, synthétiques, et comporter à chaque fin de partie des encadrés récapitulatifs sur les enjeux, propositions et prochaines étapes identifiés. Ils devront être force de proposition sur les orientations à prendre lors d'une éventuelle intervention dans le cadre de COM SSA (thématiques à traiter en priorité, évolutions nécessaires des cadres réglementaires et politiques, pistes d'intervention opérationnelles, acteurs à impliquer, recommandations de programme des appuis à mobiliser à travers COM SSA, etc.) tout en s'intégrant dans les principes de réalité des contextes dans lesquels se seront déroulées les missions.

En effet, ces livrables et en particulier les livrables finaux des deux types de prestation, auront vocation à orienter l'appui que l'AFD pourrait délivrer dans le cadre de COM SSA, avec un objectif à moyen terme d'investissement. Il s'agira donc de proposer une prestation ciblée et pragmatique.

ARTICLE 7. Contraintes imposées par l'AFD

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique chargé de suivre le présent marché.

ARTICLE 8. Moyens logistiques

Tous les déplacements réalisés dans le cadre du présent marché se feront sous la responsabilité pleine et entière du prestataire, y compris lorsque celui-ci accompagnera un Responsable Equipe Projet de l'AFD. Les Agences AFD sur le terrain pourront appuyer le prestataire dans l'organisation des missions sur place (prise de contact avec les acteurs, propositions d'organisation, etc.), mais le prestataire devra faire preuve d'autonomie et de capacités d'organisation propres.

ARTICLE 9. Planning prévisionnel de la prestation

Le présent contrat-cadre devrait démarrer en mai/juin 2025 et se déroulera sur 36 mois (reconductible 1 an).